

Le ministère de l'Éducation nationale propose une réforme de l'enseignement professionnel qui a mobilisé contre elle, depuis le mois de novembre, de très nombreux acteurs et actrices du lycée professionnel.

Ce vendredi 17 mai 2019, toutes et tous les collègues de la SEP du Lycée Jules Verne de Mondeville ont décidé de boycotter la réunion de travail organisée par l'administration de l'établissement et par le rectorat pour montrer leur opposition à cette réforme. Suite à la lecture d'un [texte](#), ils et elles ont donc quitté la réunion laissant seul-es les inspecteurs-trices et l'administration. Le même boycott a eu lieu aussi au LP Rabelais et à Camille Claudel.

Cette action forte ne doit pas rester isolée et doit être étendue à tous les autres LP de l'académie. Victor Lépine à Caen, Jean Jooris à Dives sur Mer et Albert Sorel à Honfleur ont aussi boycotté ce type de réunion en mars. De plus, d'autres formes de contestations ont été aussi mises en place :

- boycott des conseils d'enseignement ou non remontée des répartitions des classes,
- refus de la fonction de professeur-e principal-e à la rentrée 2019,
- refus des 2 heures supplémentaires,
- boycott des conseils d'administration et des conseils pédagogiques jusqu'à la fin de l'année scolaire.

SUD Éducation Calvados soutient toutes formes d'actions collectives pour résister à la mise en place de la réforme et demande au ministère l'abrogation de celle-ci.

SUD Éducation revendique :

- une baisse du nombre d'élèves par classe : 20 élèves maximum par classe, 16 en éducation prioritaire, 12 en SEGPA
- Le maintien de la voie professionnelle au sein de l'Éducation Nationale
- Le maintien et le développement de l'enseignement professionnel public sous statut scolaire
- Une formation de qualité validée par des diplômes nationaux qualifiants
- Des moyens avec le rétablissement des postes supprimés ces dernières années, indispensables à une véritable rénovation de la voie professionnelle initiale sous statut scolaire de façon à ce que les lycéen-nes puissent avoir accès à un enseignement pluri-culturel véritablement émancipateur.

Pour SUD Éducation, Il est urgent que soit redéfinie, en concertation avec les personnels enseignants, une politique éducative qui place les intérêts de l'élève au centre des objectifs de formation et préserve l'indépendance du lycée professionnel face à l'intrusion de plus en plus prégnante des entreprises locales au détriment d'une politique de formation nationale cohérente à long terme.